
LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN BELGIQUE

PREMIERS RESULTATS



Référence à utiliser :

BEYERS J. & HEYLEN F. (2016). LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN BELGIQUE PREMIERS RESULTATS. UNIVERSITÉ D'ANVERS.

Le Belgian Interest Group survey fait partie d'un projet de recherche européen à grande échelle, le Comparative Interest Group Project, qui est soutenu par le Fonds Wetenschappelijk Onderzoek-Vlaanderen (FWO: G032814N), l'European Research Council (ERC-2013-CoG 616702-iBias) et l'Agence Slovène de Recherche (N5-0023).

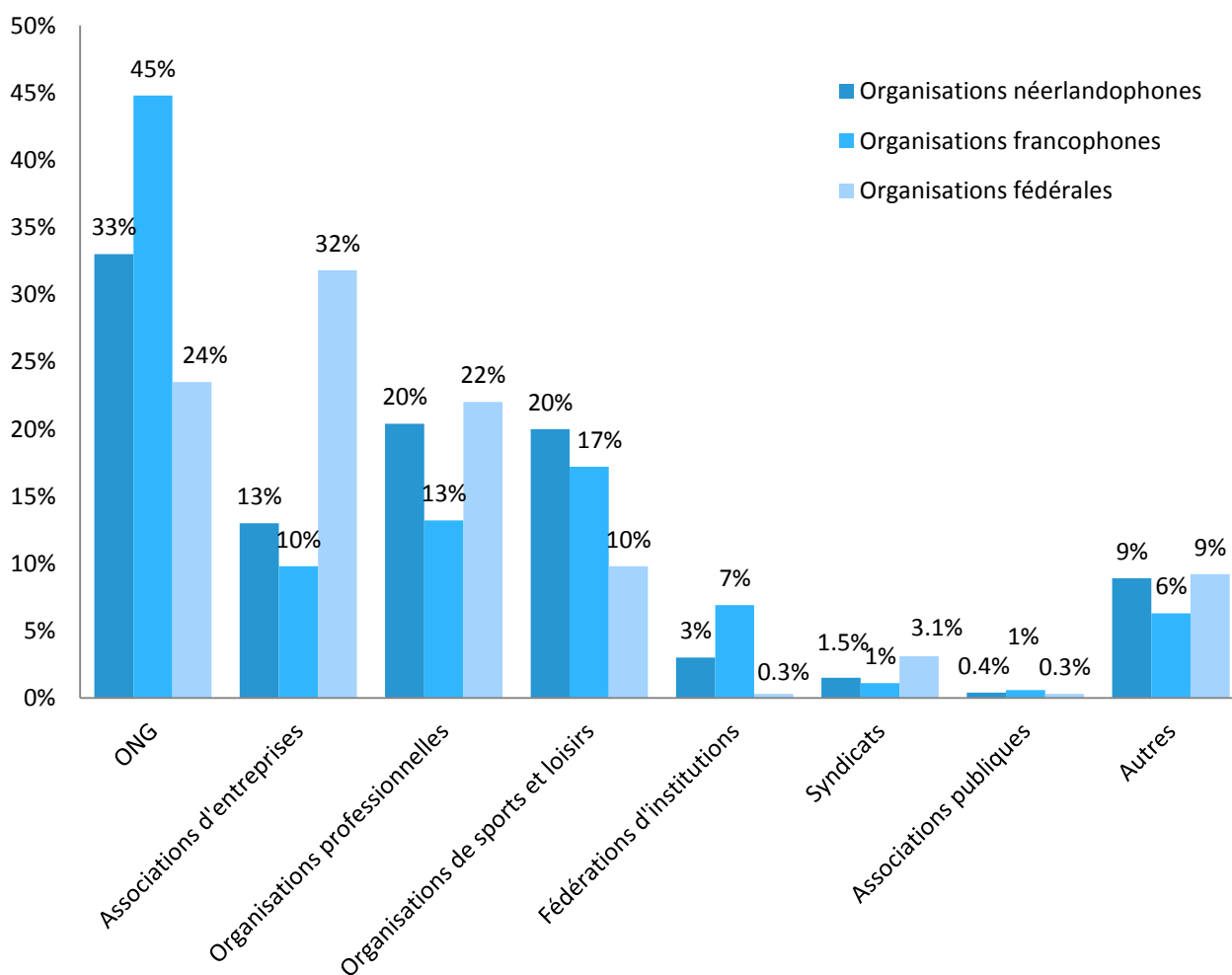
INTRODUCTION

C'est avec fierté que nous présentons quelques-uns des premiers résultats d'une étude réalisée récemment auprès des organisations belges de la société civile. A cette occasion, nous souhaitons remercier expressément tous les répondants de leur participation. En effet, nous avons obtenu un taux de réponse exceptionnellement élevé de 41% (n=693). Nous réalisons pleinement que cela n'est pas évident, sachant que de nombreuses organisations de la société civile fonctionnent avec des moyens limités. En signe de reconnaissance, nous allons verser la somme de €693 à Make-a-Wish Belgium. Cette enquête s'inscrit dans un projet de sondage international au sujet des organisations de la société civile. Entre-temps, des enquêtes similaires ont été menées aux Pays-Bas, en Slovénie, en Suède et au niveau européen. Des enquêtes complémentaires sont prévues pour la Pologne, l'Espagne et la Lituanie. Notre site web, www.cigsurvey.eu, contient de plus amples informations sur ce projet.

Dans le volet belge de ce projet, nous avons sélectionné 1691 organisations qui ont des membres ou une base en Flandre, en Belgique francophone ou dans toute la Belgique.¹ Cette sélection a été opérée à l'aide de la Banque-Carrefour des Entreprises ; les détails de ce processus peuvent être consultés sur le site web susmentionné. La première figure présente par zone les proportions des divers types d'organisations qui ont été interrogées dans le cadre de l'enquête. On voit par exemple que 33 pour cent de toutes les organisations néerlandophones interrogées sont des ONG, tandis qu'au niveau fédéral ce taux n'atteint que 24 pour cent. Ces données indiquent que notre échantillon couvre un éventail particulièrement large et varié d'organisations de la société civile.

¹ Par organisations wallonnes/francophones, ou en abrégé organisations francophones, nous entendons les organisations qui ont des membres en Communauté française ou en Région wallonne. Par organisations fédérales, nous entendons les organisations qui ont des membres ou une base en Belgique tant francophone que néerlandophone.

Figure 1. Distribution des types d'organisations par zone (n= 771)



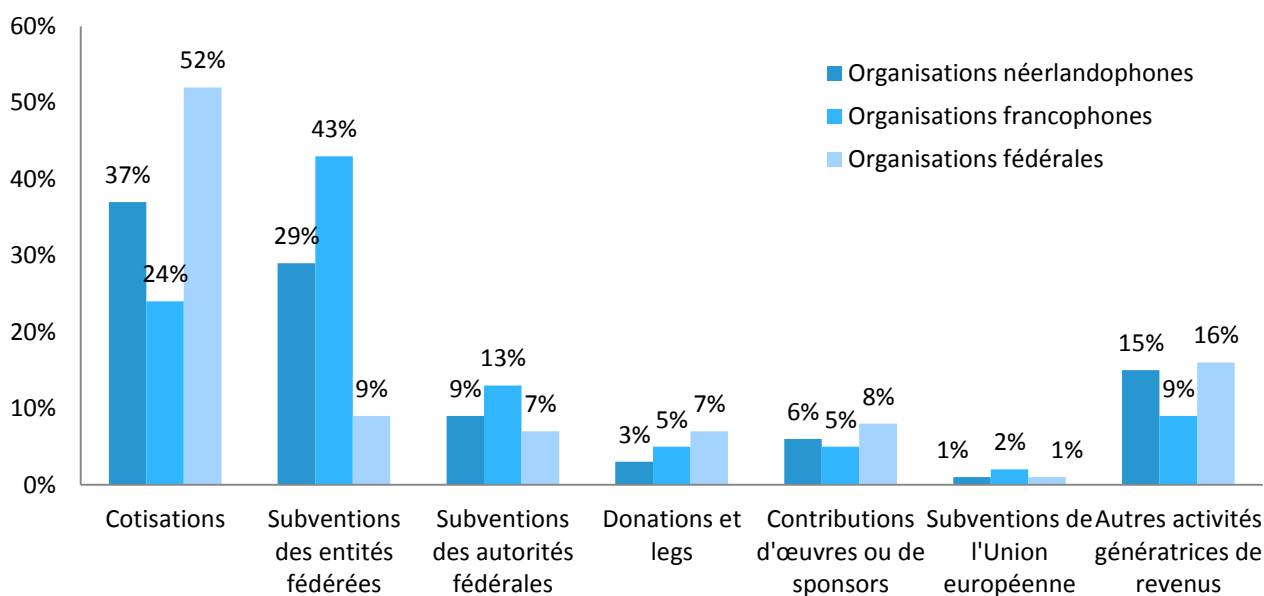
Les recherches antérieures sur le rôle et la fonction de la société civile examinaient généralement des nombres restreints d'organisations (souvent dans un seul domaine). Dans ce projet, nous élargissons la notion d'organisation de la société civile, et nous nous focalisons sur toutes les organisations qui se situent entre le citoyen et les autorités. Exemples : les associations sportives, les syndicats, les organisations non gouvernementales (ONG), les associations professionnelles et les organisations patronales. Nous voulons savoir si et comment ces organisations remplissent un rôle au sein du système social et politique, comment elles s'organisent et à quels défis elles se trouvent confrontées.

Malgré leur rôle crucial des organisations de la société civile dans la société, certains commentateurs affirment de nos jours que le rôle politique de celles-ci est sur le déclin. Ils parlent notamment de la dépolitisation de la société civile. De plus, certaines organisations de la société civile sont en difficulté, notamment parce qu'il est difficile de recruter des membres et de les garder. L'élaboration des politiques devient de plus en plus compliquée, notamment parce que beaucoup de matières sont aujourd'hui déterminées par l'Europe. Les subventions publiques sont soumises à des pressions, et il y a de la concurrence de la part des nouveaux venus dans la société civile. Dans ce rapport de recherche succinct, nous développons trois observations marquantes, à savoir : (1) l'importance des autorités publiques et des membres pour la pérennité de ces organisations ; (2) la concurrence et l'incertitude auxquelles se trouvent confrontées les organisations de la société civile ; (3) un certain nombre de défis sociétaux importants.

RESULTATS

Pour commencer, nous commentons brièvement la situation financière des organisations belges de la société civile. Premièrement, avec en moyenne 40 pour cent, la cotisation des membres est et reste la principale source de revenus. La difficulté à recruter des membres, due à toutes sortes d'évolutions sociétales comme l'individualisation, fait en sorte que la société civile ressent une forte pression en ce qui concerne cet aspect. Une différence intéressante se dessine cependant entre les différents niveaux. Ainsi, les organisations fédérales, où les cotisations représentent en moyenne 52 pour cent du budget de fonctionnement total, sont davantage dépendantes de leurs membres par rapport aux organisations néerlandophones (37 pour cent) et francophones (24 pour cent). Cette différence est d'ailleurs statistiquement significative.

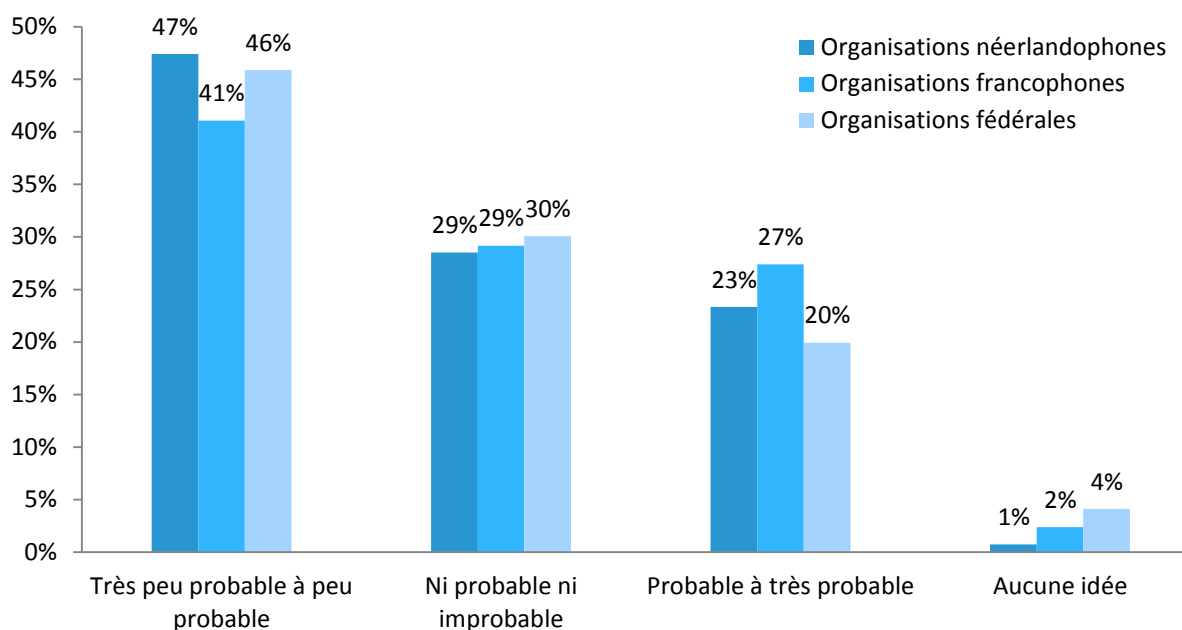
Figure 2. Distribution des sources de financement par niveau (n=740)



La deuxième grande source de revenus sont les subventions des diverses autorités. La Belgique est à cet égard un cas intéressant. Non seulement, les organisations de la société civile reçoivent beaucoup de financements publics en Belgique, mais elles peuvent également combiner les subventions de différentes autorités (locales, régionales, nationales et européennes). En moyenne, les subventions publiques constituent 35 pour cent du budget de fonctionnement total. Cela signifie que la disparition ou la diminution des financements publics peut causer de très graves difficultés à une partie considérable de la société civile. Notre étude permet également de déterminer de façon plus précise comment les organisations font face à ces défis. Là aussi, les différences entre les organisations néerlandophones, francophones et fédérales sont statistiquement significatives. On constate ainsi que les organisations néerlandophones et fédérales sont nettement moins dépendantes des aides publiques que les organisations francophones.

Notre deuxième constat concerne l'incertitude et la concurrence auxquelles se trouvent confrontées les organisations de la société civile. Nous avons demandé quelle était la probabilité que la pérennité de l'organisation soit menacée dans un délai de cinq ans. Le résultat est frappant.

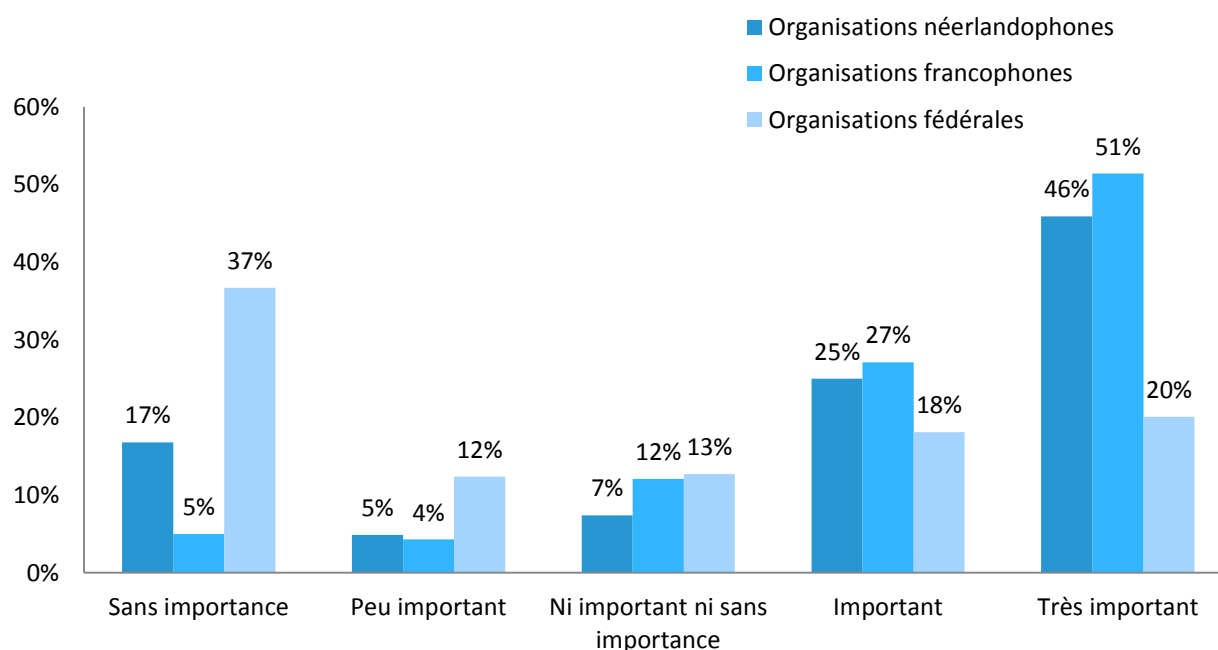
Figure 3. Danger pour la pérennité de l'organisation dans les cinq prochaines années, par niveau (n=754)



Pas moins d'une organisation néerlandophone ou francophone sur quatre, et une organisation fédérale sur cinq considère qu'il est probable à très probable que sa pérennité soit menacée. C'est un résultat que nous n'attendions pas. En effet, une large majorité (63 pour cent) tourne avec un budget de fonctionnement de plus de €100 000 et emploie trois équivalents temps plein. On retrouve des chiffres similaires lorsqu'on examine la concurrence de la part d'autres organisations. Ainsi, 28 pour cent de toutes les organisations de la société civile ressentent une concurrence 'moyenne', tandis que 21 pour cent font face à une concurrence 'forte' à 'très forte' de la part d'organisations similaires pour ce qui est du recrutement des membres et de la recherche de donations et de subventions. La question est de savoir dans quelle mesure cette concurrence est néfaste pour une société civile dynamique.

Quelles sont les explications possibles à cette incertitude et cette concurrence ? C'est le sujet de notre troisième et dernier constat. Nous avons demandé à nos répondants quels sont les principaux défis à leur pérennité. Étant donné que pour de nombreuses organisations, les autorités publiques sont leur seconde source de rentrées, il va sans dire que la diminution des subventions est le principal défi pour les organisations belges de la société civile. Là encore, il y a des différences marquées entre les organisations des différentes zones. Pas moins de 71 pour cent des organisations néerlandophones et 78 pour cent des francophones considèrent ceci comme un défi 'important' à 'très important', à comparer avec 38 pour cent pour les organisations fédérales.

Figure 4. Diminution des subventions et des aides publiques par niveau (n=643)



Parmi les autres défis importants pour la pérennité des organisations sociales, on trouve les évolutions en matière de technologie comme l'émergence des réseaux sociaux (51 pour cent 'important' à 'très important'), ainsi que les évolutions de l'opinion publique (48 pour cent 'important' à 'très important').

Tableau 1. Quelle est l'importance des défis suivants pour la pérennité de votre organisation ? (n=733)

	Sans importance	Ni important ni sans importance	Important
Diminution des subventions et aides publiques	30%	10%	60%
Évolutions technologiques	31%	18%	51%
Évolutions de l'opinion publique	29%	23%	48%
Flous juridiques	35%	20%	45%
Vieillesse des membres	41%	19%	39%
Individualisation	44%	21%	35%
Évolution des loisirs	55%	13%	32%
Concurrence d'autres organisations	44%	24%	32%
Diversité culturelle	50%	18%	32%
Européanisation et mondialisation	52%	20%	28%
Nouvelles formes de participation politique	53%	22%	25%

CONCLUSION

Dans ce rapport, nous avons présenté un certain nombre de résultats préliminaires d'une enquête réalisée récemment auprès des organisations belges de la société civile. Nous avons tout d'abord examiné l'importance des autorités publiques et des membres pour la situation financière de ces organisations. Des différences importantes entre organisations régionales et fédérales se sont

dessinées. Deuxièmement, nous avons constaté dans quelle mesure les organisations belges de la société civile se trouvent confrontées à l'incertitude et à la concurrence pour ce qui est d'attirer des moyens et des membres. Pas moins d'une organisation régionale sur quatre et une organisation fédérale sur cinq estime 'probable' à 'très probable' qu'elles n'existeront plus dans un délai de cinq ans. Ce résultat dépasse nos estimations. Enfin, nous avons brièvement cherché une explication possible à la situation précaire dans laquelle se trouvent certaines organisations. Nous avons découvert que la diminution des aides publiques constitue un défi important à très important pour 71 pour cent des organisations néerlandophones et 78 pour cent des francophones.

Dans la suite de notre recherche, nous approfondirons l'examen des défis et de la situation des organisations belges de la société civile. Nous nous intéresserons également au rôle politique et social de ces organisations, et à l'impact qu'ont ces défis sur ce rôle. Pour en savoir plus sur le projet et pour suivre les publications à venir, veuillez consulter notre site web : www.cigsurvey.eu.

